

*NIDAM - El Cairo - Comandantes de Flota de Pesca
Sociedad - Union Canaria y Sahara especies maris
que el etc?*

Mouvement pour l'Autodétermination et
l'Indépendance de l'Archipel Canarien.

175 A

(M. P. A. I. A. C.)

C O M M U N I Q U E

Depuis le 2 janvier, 325 marins des bateaux de pêche de l'île de Lanzarote, ont débrayé aux Canaries. Ils demandent un salaire minimum de 604 Frs. Frs. (8.000 Ptas) par mois plus 0.16 Frs. Fr. par caisse de 30 kilos de sardines pêchées. Aux dernières nouvelles la grève continue, 33 de ces travailleurs de la mer ont été licenciés et les autorités colonialistes espagnoles essaient maintenant de briser la grève en employant les forces de police.

Ce conflit est une conséquence de la grave crise que subit actuellement l'industrie de la pêche aux Canaries à cause de l'apparition dans les eaux de pêche traditionnelles des Canariens, de quelques milliers de bateaux étrangers ayant l'autorisation de pêcher du gouvernement espagnol ainsi que l'autorisation d'employer les installations industrielles de nos ports.

La modernisation de la flotte canarienne ^{est} sabotée de tout temps par les différents gouvernements colonialistes de Madrid et tout spécialement par le gouvernement actuel; les Canariens n'ont actuellement que 2.280 bateaux ne représentant donc que 41.977 Tns. et employant 9.000 hommes. A ces petits bateaux s'affrontent les 28.000 Tns. des bateaux-usines de l'Afrique du Sud comme le "Suidar Kruis" et les puissants bateaux-usines soviétiques ou japonais. Les propriétaires des petits bateaux canariens (vieux et en bois) ne peuvent même pas payer leurs équipages et doivent avoir recours à une plus grande exploitation des pêcheurs (cause de la grève) ou procéder à l'amarrage des bateaux.

Les crédits que le gouvernement colonialiste de Madrid octroie difficilement à l'industrie de la pêche aux Canaries servent pour construire des installations portuaires modernes dans les ports de Las Palmas et Santa Cruz de Ténérife et qui sont louées ensuite aux flottes étrangères qui viennent du monde entier pour raffler nos richesses de la mer avec la bénédiction du gouvernement de Madrid, qui lui, empêche les devises.....

13.000 hommes qui vivent de la pêche aux Canaries sont dans la misère parce que ces richesses que nous possédons sont volées par des étrangers autorisés à venir participer dans cette exploitation par le gouvernement colonialiste de Franco. Trois mois de travail suffisent pour que le bateau-usine de l'Afrique du Sud, "Suidar Kruis" pêche 100.000 Tns. tandis qu'il faut un an de dur travail à toute la flotte canarienne pour arriver à faire 250.000 Tns.

Les principaux groupes des milliers de bateaux qui opèrent dans les eaux africaines des Canaries-Sahara proviennent du Japon, de l'URSS, d'Espagne, de la Corée du Sud, de l'Italie, du Portugal, de la Pologne, de l'Afrique du Sud, de France, d'Angleterre, d'Egypte, du Sénégal, de Yougoslavie, d'Uruguay, d'Argentine, du Brésil, de Norvège, de Cuba, des îles Bermudes, du Canada, d'Israël, du Danemark, de Hollande (avec drapeau de l'Afrique du Sud),.....

Les grandes flottes soviétiques et japonaises rafflent plus d'UN MILLION de Tns. de poisson par an. Les bateaux de la Corée du Sud, un minimum de 50.000 Tns.; les italiens 45.000; les portugais 22.000; les polonais 19.000; les cubains 8.000; les égyptiens 2.500, ceux de Bermudes 10.000 et ainsi de suite sans compter les 500.000 Tns. pêchées par l'Afrique du Sud et les 200.000 de la flotte espagnole.

Ce que l'on constate dans ce tableau sommaire et triste c'est le pillage fait par les flottes étrangères des richesses appartenant à des pays africains encore colonisés, Canaries, Sahara dit "espagnol", grâce à la complicité criminelle de la puissance colonisatrice. Tandis que les populations des Canaries et du Sahara s'effondrent dans la misère, le gouvernement colonialiste de Franco ouvre les ports canariens à toutes ces flottes pour venir rafler les richesses qui nous appartiennent et qui, même si elles viennent des pays anti-colonialistes, ne se soucient guère que nous soyons un territoire colonial et que ces richesses appartiennent exclusivement à nos peuples africains encore colonisés et exploités.

Le MPAIAC fait appel à l'opinion progressiste et responsable africaine sur tous ces faits et demande l'aide nécessaire pour expulser définitivement de notre pays les responsables de cet état de choses qui portent préjudice à notre patrie et à l'Afrique.

Déjà sept espèces de poissons ont complètement disparu de ces eaux africaines par l'usage criminel de filets non-autorisés qui emploient les flottes du Japon (200 bateaux) et de la Corée du Sud (100) principalement. D'autres disparaîtront bientôt et cela continuera ainsi, à moins qu'avant on ait expulsé le colonialisme espagnol d'Afrique, pour pouvoir récupérer, administrer et contrôler nos richesses.

Le peuple Canarien a besoin de la solidarité de tous ses frères africains pour finir rapidement avec la criminelle exploitation à laquelle nous soumet le colonialisme espagnol et le régime actuel de Franco. Nous aider dans notre lutte est aider à la prospérité de l'Afrique toute entière.

L' Afrique aux Africains !

Vive la liberté totale de l'Afrique !

A bas le colonialisme et l'exploitation du régime actuel de Madrid !

Fait à Alger le 15 janvier 1971.

signé: Le MPAIAC

Secrétaire. Général. Alger.

Adresse: B.P. 216
alger r.p.



COMMUNIQUE

à l'occasion de l'état d'exception que subissent les Canaries.

Le 14 décembre 1970, le gouvernement colonialiste de Franco décréta l'état d'exception dans les territoires dominés dans la péninsule ibérique, en Afrique (Canaries, Sahara dit "espagnol", Ceuta, Melilla). Toutes les "libertés" individuelles furent supprimées.

Libertés individuelles bien hypothétiques car depuis 1939 le mot liberté n'existe surtout pas et les droits de l'homme n'ont plus cours. A l'occasion du procès de Burgos le gouvernement de Madrid s'est rendu compte qu'il ne pouvait pas assassiner les patriotes basques d'ETA comme il le souhaitait. En effet la solidarité progressiste internationale d'une part, et d'autre part les pressions des gouvernements capitalistes qui ont d'énormes investissements en Espagne et dans ses colonies européennes et africaines, ont obligé le gouvernement de Franco à octroyer une grâce à contrecœur. Cependant, le gouvernement de Franco voyant qu'il ne pouvait pas assassiner les patriotes révolutionnaires basques, en a profité pour établir l'état d'exception et pouvoir ainsi démanteler tous les mouvements anti-colonialistes révolutionnaires et tous les mouvements populaires de ce soi-disant "territoire nationale".

En gracieant les patriotes basques d'ETA Franco pliait devant les modérés et les hommes d'affaires de l'OPUS DEI et en établissant l'état d'exception il pliait aussi devant les durs et les fascistes de l'Armée et de la police. La campagne de solidarité internationale contraire au régime fasciste de Madrid maintenant desamorcée, la police a alors les mains libres pour perquisitionner, arrêter, torturer et même faire disparaître les "citoyens de Franco".

Partout les arrestations ont déjà commencé spécialement au Pays Basque (Euskadi) et aux Canaries. Dans notre pays on compte chaque jours les arrestations par dizaines: ouvriers, paysans, étudiants, patriotes et sympathisants de notre Indépendance sont arrêtés et interrogés par la police politique. Celui que l'on trouve en possession de notre propagande est torturé sans relâche pour savoir s'ils sont en liaison avec le MPAIAC. Plus de DEUX CENTS ARRESTATIONS se sont produites aux Canaries depuis la proclamation de l'état d'exception le 14 décembre dernier, et les questions posées par les policiers sont toujours les mêmes: Militez-vous au MPAIAC ?

L'opinion internationale ne peut pas rester silencieuse devant une telle situation. Le procès de Burgos s'est terminé mais le calvaire des peuples dominés et colonisés par la terreur franquiste n'est pas fini pour autant. Nous faisons appel à tous pour dénoncer la terreur établie par le régime colonialiste de Franco en vue d'essayer inutilement de détruire les aspirations justes de notre peuple africain pour obtenir son indépendance ainsi que celle du peuple basque.

Le régime terroriste de Madrid veut établir une politique de maintien coûte que coûte de la soi-disant "unité nationale", c'est-à-dire de l'Espagne et de ses colonies européennes et africaines. L'état d'exception qui sevit dans no-

tre pays actuellement est un défi lancé par Franco et son régime contre notre peuple en contre l'Afrique.

Le MPAIAC continue son activité révolutionnaire au sein du peuple. Il y a quelques jours nos groupes de propagande ont diffusé dans tout l'Archipel nombre d'exemplaires d'un livre publié par notre Département d'Information et de Formation Politique, "Le Nationalisme Révolutionnaire des Canaries-Phase actuelle de notre Lutte Nationale et Révolutionnaire". D'autres groupes ont diffusé de la propagande appelant le peuple à la résistance et à la Lutte Armée Révolutionnaire, seule chemin qui reste aux peuples colonisés pour pouvoir se libérer véritablement.

La prise de conscience de notre peuple chaque jour plus grande fait que le peuple Canarien saura bientôt répondre à la violence réactionnaire du gouvernement colonialiste de Madrid avec notre violence révolutionnaire encadrée dans notre Lutte de Libération Nationale.

A BAS LE COLONIALISME FASCISTE DE MADRID !

A BAS LE TERRORISME POLICIER DE FRANCO !

VIVE L' INDEPENDANCE DES CANARIES !

VIVE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE QUI A SAUVE

LES PATRIOTES BASQUES D'ETA !

Fait à Alger le 9 janvier 1971

signé: Le MPAIAC

Secrétariat Général



MPAIAC

B.P. 216

alger r.p.